



DAKAR RÉGION VERTE

Le journal du plan climat

Numéro spécial
Suivi-évaluation
juin 2015

ÉDITO

L'assistance à maîtrise d'ouvrage confiée à l'ARENE Île-de-France en vue de l'élaboration du PCTI de Dakar touche peu à peu à sa fin. Elle affiche un bilan positif, l'ensemble des parties prenantes reconnaissant son importance et saluant l'ensemble du processus ainsi que les résultats obtenus.

Ce regard bienveillant jeté sur la somme d'efforts accomplis s'appuie sur un important travail de suivi et d'évaluation mené tout au long du projet, qui en constitue l'épine dorsale. À peine lancé, le PCTI de Dakar s'inscrivait en effet dans cette démarche, porté par l'ambition de cerner ce territoire, ses atouts et ses faiblesses. Par l'échange, la confrontation, l'observation et l'analyse, il entendait affiner la connaissance du territoire régional dakarois dans toutes ses dimensions et ses composantes. Puis, au fil de son déroulement, le retour permanent sur les actions réalisées a permis de vérifier, préciser, corriger, valider certaines pistes et hypothèses afin d'orienter vers les bons choix.

Ce journal témoigne de la volonté de partager les enseignements tirés du projet – sa pratique, les constats et les réflexions soulevés –, dans une logique de totale transparence. Il constitue la première pierre d'un ensemble de travaux de suivi et d'évaluation, un point d'étape pour permettre aux acteurs de s'emparer des différents thèmes et questions, avant d'aborder la phase finale de construction du plan climat de la Région de Dakar, et ainsi d'intervenir de manière précise et efficace sur la question du dérèglement climatique.

Denis Dangaix

Coordinateur du PCTI, ARENE Île-de-France

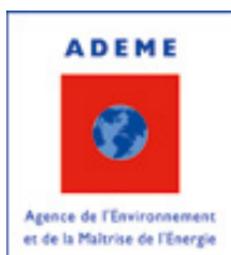
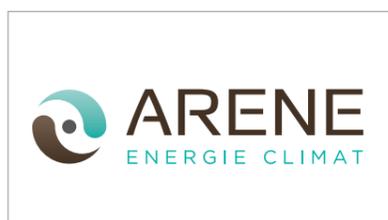
TOUT A COMMENCÉ ... EN 1997, ANNÉE DU PREMIER ACCORD DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE ENTRE LES RÉGIONS DE DAKAR ET D'ÎLE-DE-FRANCE. DEPUIS 20 ANS, CET ACCORD A PERMIS DES ÉCHANGES ET DES RÉALISATIONS DANS LES DOMAINES DE LA FORMATION, DES LYCÉES, DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE LA SANTÉ OU ENCORE DE L'ENVIRONNEMENT.

Depuis plusieurs années, les préoccupations environnementales, justement, ont pris de l'ampleur. Conscientes de l'urgence climatique à laquelle est confrontée la région de Dakar, les deux « régions capitales » décident d'unir leurs forces et leurs compétences pour prendre cet enjeu à bras le corps. Objectif : préparer le futur plan climat territorial intégré (PCTI) de Dakar.

Nous sommes début 2012, et c'est à l'ARENE qu'est confiée l'assistance à maîtrise d'ouvrage du projet : forte de son expérience francilienne, l'Agence est bien outillée pour apporter l'aide nécessaire, c'est-à-dire soulever les bonnes questions et favoriser l'émergence des réponses adaptées. Ainsi débutait l'écriture de nouvelles pages dans l'histoire déjà longue de la coopération entre les deux territoires, que le

premier numéro de Dakar région verte, en juin 2012, annonçait riche de « grands événements, petites histoires quotidiennes, péripéties, rebondissements ». Et de prédire que « si le but est clair, le cheminement pour l'atteindre réservera des surprises ». C'est ce cheminement fait de lignes droites et de virages serrés, de chemins balisés et de sentiers escarpés, que nous allons retracer ici chapitre par chapitre.

SUITE P2



JE SUIS UN TERRITOIRE...

« Je suis un territoire bouillonnant. Ma population est jeune et s'enrichit chaque jour de nouveaux habitants, de nouveaux talents, de nouvelles activités. Je vis au rythme de leur dynamisme.

Mais je suis aussi un territoire en prise directe avec la nature. Et quand elle se rappelle à moi, c'est à sa manière : forte, et parfois dévastatrice. Quand les éléments se déchainent, je dois m'incliner, n'ayant plus les mêmes moyens pour y faire face. Ces dernières années, ses assauts ont été plus nombreux et plus violents. Mon sol n'absorbe plus l'eau des pluies diluviennes qui s'abattent sur moi, coïncée par une nappe phréatique à fleur de terre. Elle glisse dessus, inondant tout, envahissant les maisons, charriant objets et déchets jusqu'à la mer.

Cette mer, autrefois amie, est aujourd'hui l'une des plus grandes menaces sur mon intégrité. Elle rogne mes côtes, réduisant les surfaces cultivables et habitables et salinisant l'eau des nappes. Mais elle-même est polluée, surexploitée par des bateaux trop gourmands, offrant moins de travail aux pêcheurs et ne parvenant plus à nourrir ma population.

Ma population, justement. Belle, jeune, active, elle grossit et s'étend, apportant vie et richesse, donnant de l'élan, mais aussi aggravant mon état. Je suis une source de vitalité, mais la victime des désordres que cela provoque : mes "goudrons" sont saturés, mes terres agricoles grignotées par des maisons bâties anarchiquement, je suis couverte de déchets et je m'asphyxie sous un air devenu irrespirable.

Aujourd'hui, je dois me reconstituer et reprendre la maîtrise de mon destin. Des gens du monde entier sont à mon chevet et m'observent. Mon climat les inquiète. Je veux les rassurer : je ne suis pas à l'agonie ! Mais j'ai besoin de leur aide et de l'aide des miens – mes citoyens, mes élus, mes entrepreneurs, mes scientifiques – pour repartir dans le bon sens. Si l'on s'occupe des maux qui me rongent, je pourrai mieux faire face à tous ces périls. On me parle d'un plan climat : je dis « allons-y ! » Et n'attendons pas. En s'attaquant aux causes comme aux conséquences de ces troubles, on trouvera les moyens de faire de moi un territoire où la vie puisse s'épanouir sans plus nuire à moi, aux miens... et aux générations futures. »

QUELQUES MOIS POUR S'ACCLIMATER

« Nous comptons sur vous ! » C'est par cette phrase confiante mais redoutable que l'aventure du PCTI de Dakar a véritablement commencé, un jour de mars 2012.

Un an plus tôt, en février 2011, un appel avait été lancé à l'ARENE par le Conseil régional de Dakar (CRD) alors que le président de la région Île-de-France, Jean-Paul Huchon avait répondu favorablement à la demande écrite d'assistance pour un Plan Climat Énergie, formulée dans le cadre de la coopération décentralisée, par son homologue de la région de Dakar, EL Hadji Malik GaKou.

L'Agence effectuait alors une mission consacrée aux énergies renouvelables et au programme EOLSENEGAL, aux côtés de l'ADEME et de la Fondation Nicolas Hulot. À cette occasion, Aïssatou Séné et Pape Kéita, respectivement directrice de la Coopération décentralisée du CRD et conseiller régional, président de la commission Environnement du CRD, lui avaient adressé une demande d'appui pour une assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) en vue de la formulation d'un PCTI régional. Cette requête serait rapidement soutenue par l'exécutif francilien.

Il ne fallait pas moins de ces douze mois pour aplanir les incertitudes liées au contexte politique du Sénégal, et aux enjeux extrêmement forts de ce plan climat tant attendu par un territoire en quête de résilience... Côté sénégalais, cette année serait marquée par la campagne pour l'élection présidentielle de 2012, qui verrait Macky Sall l'emporter sur Abdoulaye Wade au terme d'une compétition suscitant la ferveur populaire. En France, l'ARENE mettrait à profit ces quelques mois pour ausculter sous toutes ses

coutures le contexte de réalisation de ce PCTI, un projet différent de ses missions habituelles.

Un engagement raisonné

L'attente formulée par le CRD était d'intégrer l'enjeu climatique et énergétique dans l'ensemble de ses politiques, tout en incitant les autres acteurs présents sur le territoire et l'impactant à faire de même, et en sensibilisant la population à cet enjeu phare. Ayant l'expérience des plans climat territoriaux, l'ARENE savait que l'ambition seule ne suffit pas, et que le principal allié d'une telle démarche est le temps : le temps de l'observation, le temps de la réflexion partagée, le temps de l'élaboration, avant le temps, enfin, de l'action. Avant de pouvoir s'engager formellement, il lui fallait dissiper les doutes liés à un programme à l'international d'une telle ampleur, et s'assurer que les conditions minimales pour sa réussite étaient réunies.

Pour ce faire, l'ARENE a mené un travail d'échange et de mobilisation en interne et avec l'institution régionale, ainsi que des missions de terrain destinées à évaluer la faisabilité du projet. En octobre 2011, l'Agence se lançait ainsi dans une mission « renifler », baptisée ainsi du fait de l'approche sensible qu'elle entendait privilégier, les éléments plus objectifs étant recueillis par ailleurs. Il s'agissait d'une « mission "entre soi", permettant à l'équipe colonne vertébrale de l'ARENE d'échanger ses propres impressions, de mesurer le quotidien régional dakarois, témoigner Denis Dangaix. (...) Il nous fallait peu à peu en-

trer dans un environnement qui devrait nous être familier, comprendre là où nous étions, écouter la radio locale, le chauffeur de taxi, regarder la télévision, lire au moins Le Soleil, quotidien référent sénégalais, et L'Obs pour le côté people... Et enchaîner des rendez-vous divers. » C'est sur cette base discrète et modeste que l'ARENE a fait sien ce contexte.

Une vision commune, des rôles partagés

Au fil des rencontres entre l'équipe et les représentants des deux Régions, plusieurs constats positifs se sont imposés : la volonté manifeste de partager les données disponibles et les problématiques relatives à la situation du territoire dakarois, le jeu partenarial clair entre les acteurs, le rôle précisément défini du CRD – à la fois animateur, coordinateur et porte-voix du projet – ou encore le souhait d'une démarche de coopération « gagnant-gagnant », avec un réel échange de compétences et de savoir-faire.

Cette période de réflexion a aussi été marquée par la nécessité de « convaincre en interne et débattre avec nos réseaux partenaires potentiels. Nous devons construire notre propre légitimité », se souvient Denis Dangaix. Le feu vert donné début 2012 par l'ensemble des acteurs a coïncidé avec l'arrivée au sommet de l'État d'élus incarnant un renouveau politique et générationnel, déjà en place à l'échelle régionale. Sous ses auspices favorables, le projet pouvait démarrer.



DANS LE VIF DU SUJET

Le démarrage du projet s'est fait progressivement. Tout avait d'une certaine façon commencé dès 2011 et les premiers pourparlers entre les deux Conseils régionaux. Pour l'ARENE, la pose d'un certain nombre de conditions à son engagement était déjà une manière de réfléchir à son travail à venir, et les missions réalisées à Dakar, un moyen de prendre la température avant d'accepter la proposition.

Formellement toutefois, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO), ou « mission PCTI », a débuté à l'orée de l'année 2012, au cœur de la campagne présidentielle sénégalaise. Drôle de coïncidence : l'attente d'un renouveau politique faisait écho à ce projet et ce qu'il laissait entrevoir en termes d'innovations, d'expérimentations et de perspectives d'avenir.

Structurer

Le premier impératif était de trouver le bon tempo, la bonne attitude, le bon format, car la dimension interculturelle du projet, qui en constituait la richesse, ne devait surtout pas être source de difficultés. Il convenait, dans cette phase de lancement, de privilégier l'écoute et l'échange en imaginant un cadre adéquat.

Deux comités de pilotage ont été mis en place. Le premier, restreint à quelques

élus des deux collectivités, devait se réunir chaque semaine pour suivre et valider les travaux menés au quotidien. Le second, élargi à des représentants de l'État et de plusieurs villes du territoire régional, avait la responsabilité globale du projet et de ses grandes orientations. À ce cadre politique est venu s'ajouter un comité technique investi d'une mission opérationnelle (appui, conseil, coordination, réalisation), auquel participaient des membres de l'ARENE et des deux Conseils régionaux, et un comité scientifique chargé d'émettre des avis et recommandations.

Se comprendre

Si le cadre est une question essentielle, beaucoup de choses allaient se jouer dans l'appréhension sensible du contexte, à travers deux éléments saillants. D'une part, la question de la langue. « *L'usage du wolof, la langue traditionnelle, n'est pas seulement une commodité de dialogue, c'est aussi une marque de profond respect* », estime Guillaume Babin. Dans une tradition orale où « *le choix du mot est fondamental, il est "de bonne politique" de chercher à ce que le message porté soit traduit pour qu'il puisse être non seulement écouté mais débattu et validé* ». Aussi, poursuit-il, « *travailler avec Djiby Sall,*

un jeune ingénieur d'origine sénégalaise possédant le wolof était une manière, à travers son regard, sa culture, sa dialectique, de mieux appréhender l'environnement ». D'autre part, le rapport au temps, qui diffère notablement entre les deux continents. Denis Dangaix rappelle une citation africaine qui résume cette différence de perception : « *Vous avez la montre, nous avons le temps* ». Pour le coordinateur du projet, « *il est nécessaire de prendre en compte cette notion de temporalité* ». Au Sénégal, « *un calendrier n'est pas conçu comme une contrainte mais comme un élément évolutif* ». De la même façon, « *le rendez-vous n'est pas un moment obligé, mais un temps de cordialité. Les choses doivent être dites, et on écoute. Le retard n'a pas d'importance* ». En somme, résume le coordinateur, « *le temps, c'est de la disponibilité, pas de l'obligatoire* ».

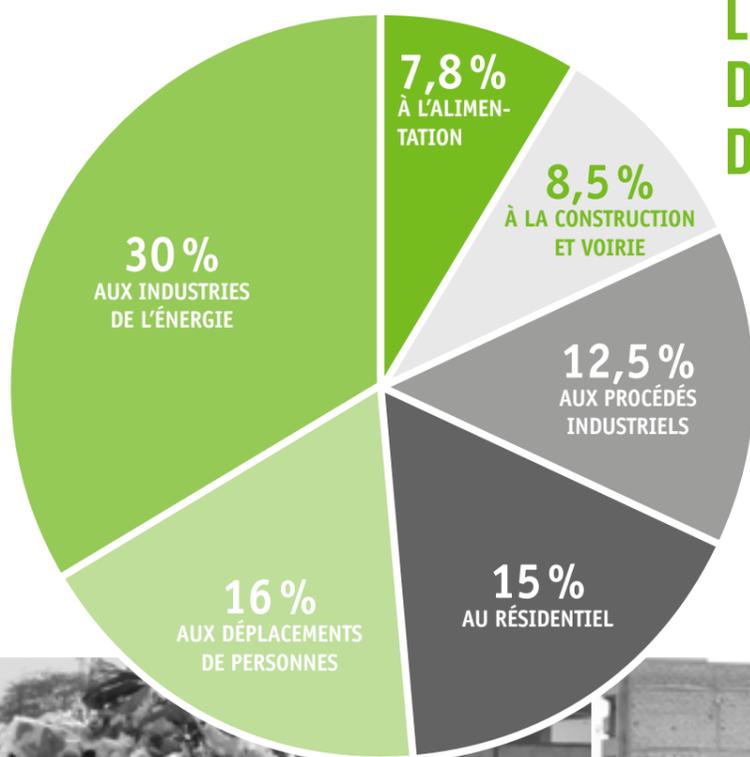
Il faudrait concilier ces deux approches tout au long du projet, en mettant « *de l'élasticité dans le tempo* », tout en faisant en sorte que « *les orientations et actions programmées soient proposées avant l'échéance des élections municipales et régionales sénégalaises* », alors prévues en mars 2014 (elles seront finalement repoussées). ●●●

LES ATOUTS ET HANDICAPS DU TERRITOIRE

Le territoire dakarois jouit d'une situation géographique et environnementale très favorable, mais il est extrêmement vulnérable au changement climatique. Très dynamique, il bénéficie d'un taux de natalité élevé et d'un exode rural qui génèrent une forte croissance, mais pèsent lourd pour ce territoire exsangue, où le tissu urbain occupe aujourd'hui plus de la moitié des superficies de la presqu'île. Petit tour d'horizon sous forme d'abécédaire.

- **Agriculture urbaine** – Le territoire fait face à la diminution des espaces agricoles et à un accès de plus en plus difficile à une eau saine. Il reste malgré tout une zone de production agricole importante, qui pourrait se tourner davantage vers des céréales locales moins émettrices de GES.
- **Aménagement** – Attractive, la région de Dakar voit croître sa population, faisant de l'aménagement de cet espace enclavé, hyper-concentré, en densification rapide, pauvre en espaces verts, un enjeu de premier plan.
- **Assainissement** – Seul le centre-ville de Dakar bénéficie d'un réseau d'égouts et de collecteurs. Le reste du territoire ne dispose d'aucune structure collective d'assainissement.
- **Bâtiments** – Le manque de disponibilité des matériaux de construction, ainsi que le non-respect de la réglementation et des normes de construction, demeurent problématiques.
- **Biodiversité** – Il existe peu de milieux naturels protégés. Des écosystèmes fragiles sont détruits, notamment les plages, du fait des prélèvements de sable pour les besoins de la construction.
- **Déchets** – La gestion des déchets urbains est un problème majeur, et de plus en plus aigu, du territoire dakarois. La décharge de Mbeubeus, qui s'étend sur une zone toujours plus importante entre littoral et zones humides, constitue un problème environnemental de première importance.
- **Eau** – Elle est l'une des grandes problématiques de la région de Dakar. D'un côté, l'accès de la population à l'eau potable est difficile (une seule source est disponible, et le réseau est sous-dimensionné), de l'autre les inondations sont récurrentes lors de l'hivernage.
- **Economie** – L'activité économique du pays (industries, secteur tertiaire et artisanat) est majoritairement concentrée dans la région de Dakar.
- **Energie** – La production d'électricité sénégalaise dépend à 90 % de centrales fonctionnant au pétrole, qui doit être importé. La consommation de bois est importante en milieu rural.
- **Infrastructures** – Le port de Dakar est vital pour l'économie du Sénégal, et stratégique pour la région ouest-africaine. Des infrastructures routières ont été construites récemment, mais il subsiste un problème de circulation et de parking des camions dans les zones urbaines.
- **Pêche côtière** – Les ressources halieutiques sont surexploitées par les bateaux industriels étrangers, au détriment de la pêche artisanale locale.
- **Tourisme** – La baie de Hann est à la fois un site naturel superbe et un exemple de dégradation par de graves pollutions et nuisances. Elle résume à elle seule le formidable potentiel touristique de la région de Dakar, mais aussi les raisons pour lesquelles ce potentiel est loin d'être atteint.
- **Transports** – Il existe seulement deux axes routiers pour accéder à la presqu'île de Dakar, ce qui crée un goulot d'étranglement dont les répercussions sont immobilières, financières et environnementales.

LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)



JE SUIS UNE ÉQUIPE...

« Je suis une équipe franco-sénégalaise. Pluridisciplinaire, je suis née des besoins très particuliers du projet. Pour le dire en un mot : je suis unique.

Celles et ceux qui me composent ont été choisis pour leurs compétences. Coordination, animation, compétences techniques, capacités relationnelles... C'est l'union de leurs talents qui a permis au projet d'émerger et de se déployer. Leur tâche s'annonçait pourtant délicate et compliquée. Le PCTI de la Région de Dakar allait être la première expérience de ce type sur le sol africain. Il suscitait beaucoup d'attentes, et si certaines données étaient connues, un grand nombre d'éléments restait à recueillir. Autant dire que mon travail était crucial et que j'étais attendue au tournant ! Pour relever le défi, j'ai fait appel à des personnes déjà en poste dans les deux régions. L'ARENE était naturellement aux avant-postes : chargée de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) du projet, elle comptait dans ses rangs un certain nombre des profils requis. Mais il me fallait y adjoindre d'autres talents. Pour la coordination, je me suis reposée sur Aïssatou Sene (Conseil régional de Dakar), Denis Dangaix (ARENE) et Stéphanie Berthomeau (Conseil régional d'Île-de-France). Dans leur sillage, Sophie Dédie et Sandra Garrigou, à l'ARENE, étaient toutes deux désignées pour encadrer la dimension technique.

À leurs côtés, j'ai imaginé un tandem croisé pour animer le projet au jour le jour. Pendant que le Sénégalais Djiby Sall rejoignait l'équipe de l'ARENE en France, le Français Guillaume Babin posait ses valises à Dakar. Issus d'un parcours universitaire axé sur le développement, tous deux allaient être les chevilles ouvrières du projet. S'appuyant l'un l'autre, ils feraient avancer la collecte des données et la mobilisation des acteurs sur les deux continents, et seraient rejoints ultérieurement par Niogosse Socé au Conseil régional de Dakar.

Il ne faut pas croire que je pouvais tout faire avec ces sept personnes. J'en ai sollicité de nombreuses autres, à chaque étape, pour diagnostiquer, communiquer et sensibiliser. En fin de compte, leur travail et mon engagement ont permis aux acteurs en charge de la gouvernance de prendre les meilleures décisions tout au long du projet. »

INTERROGATIONS SUR LE RIZ

Le riz a fait partie des surprises révélées par le projet. Le diagnostic énergétique et le bilan des émissions du gaz à effet de serre ont étudié 11 postes émetteurs de GES. Parmi eux, le poste « alimentation » représentait, selon l'année de référence 2008, 7,8 % du résultat global (à savoir 1 226 347 tep (tonne équivalent pétrole) CO₂ sur 15 786 000). Or, il est apparu que le riz représentait 70 % des émissions de GES liées à ce poste. Cela s'explique par le fait que le riz, principal aliment des Sénégalais, est largement importé d'Asie, avec un bilan carbone redoutable pour le Sénégal. Quant au riz produit (pour l'exportation

essentiellement) dans certaines régions du pays, sa culture génère une fermentation anaérobie émettrice de méthane (CH₄), dont 1 molécule équivaut à 23 molécules de CO₂.

Ce constat a interpellé les Dakarois. Aujourd'hui « vecteur d'anxiété » pour certains, il mérite d'être considéré avec recul – étant entendu qu'il semble difficile de défendre le bannissement de l'aliment phare des Sénégalais. Il faudra faire preuve de transparence et de pédagogie afin de dégager collectivement des pistes pour alléger ce bilan.

Observer

Passé cette période d'acculturation, le projet est entré dans une phase plus active et déterminante : la réalisation des diagnostics puis leur partage, en vue de définir une stratégie basée sur une vision de long terme, et d'établir un plan d'actions visant le développement durable du territoire. Cette étape correspondait à l'approche intégrée revendiquée par le projet, c'est-à-dire la prise en compte de l'ensemble des enjeux et leurs interdépendances.

Deux études ont été ainsi lancées, confiées à des équipes locales choisies par appel d'offre. La première, menée de septembre 2012 à mai 2013 par le bureau d'études ESPERE Sénégal, concernait le bilan énergétique et des émissions de gaz à effet de serre (GES) de la région de Dakar. Le travail a consisté à collecter des données et à recenser les études existantes, en prenant comme période de référence l'année 2008, riche en données grâce au recensement général de la population et de l'habitat. La

seconde étude portait sur les éléments de vulnérabilité du territoire. Effectuée par un consortium dakarois composé d'équipes mixtes provenant de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et de laboratoires issus de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) et de Saint-Louis, elle a permis de constituer un corpus important de données territoriales selon des entrées multiples, favorisant une lecture critique des forces et faiblesses de la région.

Consolider

Un troisième diagnostic a été lancé auprès des trente lycées du territoire régional, porté par un souci de cohérence entre le PCTI et les principaux axes sur lesquels repose la coopération décentralisée entre les deux Régions. Cette étude était orientée vers la quantification de la consommation des fluides (eau et thermique) dans l'ensemble de ces établissements, l'évaluation de leurs performances énergétiques, et la caractérisation

des causes de ces performances (architecture, matériaux employés, orientation, occupation). Elle prévoyait également une estimation du volume des émissions de GES pouvant être évitées.

Ensemble, ces diagnostics territoriaux ont mis en lumière plusieurs axes de réflexion : les réseaux, l'aménagement et le bâti, la production et la consommation responsable, les déchets, la gouvernance. Ces résultats seront ensuite partagés lors d'ateliers de concertation réunissant un large éventail d'acteurs du territoire dakarois, qui les ont enrichis de leurs propres savoirs et réflexions. Il en sera tiré un document de diagnostic croisé intitulé « *La région de Dakar, un territoire riche et vulnérable, dynamique et dépendant* », qui constituerait le pilier des étapes suivantes, et l'axe central du futur PCTI (téléchargeable sur le site du PCTI, comme tous les autres documents).



TOUS ENSEMBLE !

Si un plan climat « classique » est par essence au carrefour de différents thèmes ou secteurs, un PCTI y ajoute une dimension internationale qui multiplie tant les acteurs que les interactions entre ceux-ci. Le projet de PCTI de la région de Dakar avait pour principale caractéristique cette dimension collective, qui était à la fois la condition *sine qua non* de sa réussite et sa raison d'être. Durant toute la durée du projet, une grande partie des énergies a inlassablement été mise sur l'animation de ce réseau.

Fédérer les forces pour que la mobilisation soit large, puissante et collective, au sens fort du terme. Ne plus réfléchir ou agir dans son coin, mais penser ensemble en toute circonstance. Se mobiliser pour aller dans la même direction, en dépit des divergences de vues ou d'expériences. Le projet se devait d'être à la hauteur de ces défis majeurs...

Un territoire, des acteurs

La pluralité des acteurs impliqués dans l'élaboration d'un plan climat en garantit la cohérence autant que la légitimité. Acteurs publics, acteurs privés, citoyens : tous sont concernés, en tant que protagonistes et bénéficiaires, par les changements que préfigure un tel programme d'actions. Mais tous n'en sont pas forcément conscients a priori. Il faut parvenir à toucher, sensibiliser et conjuguer ces différents publics, en veillant à adapter la méthode, la temporalité et le message à chacun d'eux. Leur mobilisation doit se faire par cercles concentriques. Elle doit aussi et surtout miser sur la jeunesse, composante essentielle du territoire dakarois.

Le propre d'un PCTI est aussi de prévoir l'ap-

pui d'un certain nombre d'intervenants étrangers, que l'on peut regrouper sous la bannière d'« acteurs de la coopération », à savoir des organisations et institutions structurellement extérieures au territoire, mais impliquées à des titres divers dans son développement. Soit, dans le cas de Dakar, les agences de coopération de différents pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne...), des collectivités locales en coopération avec leurs homologues sénégalais, des ONG (dont de très nombreuses organisations de migrants), mais également le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), ONU Habitat, la Banque mondiale, l'Union Européenne, l'AFD (Agence française de développement), ou encore l'ADEME. Et, bien entendu, le Conseil régional d'Île-de-France et l'ARENE.

Perdre du temps pour mieux en gagner

Tous ces intervenants n'ont pas nécessairement été liés à la construction du projet, mais ils ont été systématiquement rencontrés, de sorte que leur expérience livre des éclairages complémentaires qui facilitent la construction de ce processus original. L'expérience allemande en particulier s'est révélée particulièrement instructive.

« Mettre en mouvement un territoire, c'est aussi comprendre comment celui-ci est irrigué par cette multitude d'actions et comment la société civile se comporte vis-à-vis de ces aides », note Denis Dangaix. Outre les questions de fond ou plus techniques, il était essentiel d'identifier la spécificité, la vision et les attentes de chacun des acteurs du territoire, et de saisir ce que l'on peut appeler les « jeux d'acteurs », c'est-

à-dire comment chacun se positionnait vis-à-vis du projet... et vis-à-vis des autres. Plus qu'une véritable méthodologie, cet impératif requerrait de « perdre du temps » au départ, pour pouvoir ensuite faire converger les différentes approches et installer le projet dans la durée.

Chacun dans son rôle

Qui dit multiplicité d'acteurs, dit aussi clarification des rôles, en fonction de la légitimité institutionnelle et des domaines d'expertise des uns et des autres. Mais pour que chacun joue la partition collective sans ressentiment ou frustration, il était important d'être « clair et transparent sur les tenants et les aboutissants du projet et, le cas échéant, que les points encore flous soient aussi communiqués ». C'est à cette condition que l'on pouvait « s'assurer d'un engagement sans faille, et construire et consolider une confiance autour du projet et de l'équipe », explique Denis Dangaix. Gagnée à force de visites et de rencontres, dans les bureaux et sur le terrain, cette confiance est le socle sur lequel l'édifice a été érigé.

Toute construction de ce type est fragile : il faut entretenir la flamme de la mobilisation et permettre que le dialogue entre les différents partenaires se poursuive en dehors des temps forts. Cela a demandé un travail d'animation en continu, avec une « équipe interdisciplinaire qui couvre l'ensemble des expertises nécessaires, qui croise une très bonne compréhension des enjeux et pratiques locales et une maîtrise des démarches territoriales, afin de pouvoir proposer les adaptations indispensables à la réussite du projet ». Hormis une capacité d'« écoute active », cela exigeait de l'équipe qu'elle sache « contourner les obstacles et saisir les opportunités ».

Un travail d'acculturation

Le travail de mobilisation active sur le projet a réellement débuté à partir de la fin 2012, une fois tous les protagonistes réunis et les études lancées. Dès septembre, une première session de formation était dispensée à une centaine d'élus, de techniciens et de membres de la société civile (chercheurs, urbanistes, représentants d'associations) afin de leur transmettre des connaissances sur le changement climatique et d'évoquer le rôle de chacun dans un plan climat. L'année suivante, plusieurs ateliers ont permis d'entrer dans les grands sujets abordés par le projet.

En parallèle était mené un travail de sensibilisation, qualifié par Sophie Dedieu de « *composante essentielle à toute démarche de territoire* », afin d'ancrer cette nécessaire « culture climat ». Commencé en amont du projet sous la forme de rencontres individuelles avec les principaux acteurs du territoire, cet effort s'est maintenu à travers des actions de promotion et de communication utilisant différents supports (vidéos pédagogiques, site Internet, documents imprimés, etc.), ainsi que des événements forts (lancement du projet en juillet 2013, et ateliers de concertation par la suite).

Un travail de sensibilisation a également été mené en interne, afin de renseigner les équipes de l'ARENE et de la Région Île-de-France sur les caractéristiques du territoire sénégalais. Cette initiative s'est étendue à la Région de Dakar, en profitant notamment de l'événement de lancement pour proposer une initiative pédagogiquement porteuse : la réalisation du bilan carbone de cette rencontre, manière de montrer in vivo l'intérêt du projet.

LA COOPÉRATION ALLEMANDE, SOURCE D'INSPIRATION

La coopération technique allemande (Gesellschaft für technische Zusammenarbeit – GTZ) est très implantée au Sénégal, et reconnue comme un acteur fiable, aux moyens techniques et financiers conséquents. Les acteurs franciliens sont rentrés en contact avec elle à Dakar par le biais du programme PERACOD, dont l'objectif est de contribuer à améliorer de manière durable l'accès de la population rurale aux services énergétiques, en misant sur les énergies renouvelables et les combustibles non-fossiles. Si l'attente était au départ de recueillir l'expérience de la GTZ dans cette région à la fois rurale, péri-urbaine et urbaine, les échanges ont finalement dépassé le cadre liminaire, s'étendant aux foyers améliorés, à la finance carbone, ou encore à l'importance de l'atténuation dans la ville de Dakar. De manière symétrique, la démarche du PCTI a intéressé la GTZ, qui en est devenue un partenaire sans statut particulier, sollicité régulièrement pour faire profiter le projet de ses compétences, lors des ateliers de concertation notamment.



Plus de 100 personnes formées à la culture climat



15 personnes formées au bilan carbone



Plus de 20 acteurs différents sollicités pour les ateliers



950 personnes dans plus de 400 structures ont participé



JE SUIS UN PROCES-SUS...

« Je suis un processus collectif. Dans un projet, le cheminement est d'égale importance que le but à atteindre. J'en suis l'illustration. La feuille de route qui m'avait été confiée était de mettre en mouvement tout un territoire afin de le placer dans la perspective du plan climat. Je devais jongler avec une diversité d'acteurs qui faisait ma richesse, mais qui constituait aussi ma principale contrainte. J'ai procédé par étapes. Mon souci premier était de permettre à la confiance de s'installer pour mettre le projet sur de bons rails. Cela ne signifiait pas pour autant que la partie serait gagnée. Il me fallait ensuite m'assurer que le recueil des données se fasse de manière à pouvoir être partagé avec un maximum d'acteurs... dont des néophytes. Enfin, je devais créer les conditions de la mise en commun et de l'enrichissement de tous ces travaux, pour qu'il en ressorte des orientations fortes et claires.

C'est ainsi, pas à pas, que je me suis construit, développé et fortifié. Cela n'a pas été de tout repos : le travail de sensibilisation, de conviction, a dû être mené sans relâche pour renforcer la participation de chacun et emporter l'adhésion de publics toujours plus larges. En parallèle, je devais veiller à ce que les fondements techniques et scientifiques du projet se consolident, pour que le projet puisse s'ancre sur des bases saines.

Aujourd'hui, ma mission est accomplie et le plan climat est en voie d'élaboration. Dois-je en conclure que mon travail s'arrête là ? Je ne pense pas. Je dois aujourd'hui reprendre mon souffle, me recomposer autour de nouveaux intervenants, et réussir à voler de mes propres ailes pour permettre à ce plan climat de se déployer, d'être connu par tous et, demain, de donner ses premiers résultats. »

DES VOIX QUI S'ENTREMÊLENT

LA MOBILISATION DES ACTEURS ÉTANT LANCÉE, IL RESTAIT À ÉCRIRE ENSEMBLE LA PARTITION DE L'AVENIR DE DAKAR ET SA RÉGION. CELLE-CI COMPORTERAIT TROIS MOUVEMENTS :

- **Le premier, en juillet et novembre 2013**, serait celui de la concertation, à partir d'ateliers thématiques réunissant des participants de différents horizons, pour se rencontrer, partager, découvrir et compléter les premiers résultats, et valider les principaux enjeux et points d'accord. Différentes méthodes seraient employées pour favoriser l'éclosion des idées.

- **Le second, en décembre 2013**, serait celui de la co-construction, à partir d'une lecture commune des enjeux et l'identification des grandes directions à suivre pour y répondre de manière durable. Cette rencontre permettrait de définir trois des six orientations du PCTI.

- **Le troisième, en 2014**, serait celui de la décentralisation, pour aller à la rencontre des populations et des collectivités locales infrarégionales, et partager avec elles le travail mené depuis plus de deux ans, ainsi que recueillir des propositions d'actions pouvant s'inscrire dans le PCTI.

Le point d'orgue du projet aurait lieu en juin 2014, avec la validation des propositions d'actions destinées à intégrer le PCTI, et la présentation à titre d'illustration d'une dizaine d'actions permettant d'agir en faveur de la lutte contre le changement climatique.



7 newsletters envoyées à plus de 600 personnes



Plus de 1 000 correspondances parties du CRD



1 concours vidéo pour les jeunes : 4 vidéos de sensibilisation réalisées



Plus de 100 articles de presse, 15 passages TV, 50 passages radios



DES MÉTHODES D'ANIMATION POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE

Travailler ensemble et en tirer tous les bénéfices attendus ne s'improvise pas : recueillir le meilleur de chacun tout en l'articulant à une dynamique de groupe requiert un effort méthodologique. Que la démarche soit innovante ou pas est une question annexe. La clé réside avant tout dans le choix du bon outil en fonction

d'un contexte et d'attentes soigneusement déterminés. Les différentes sessions d'ateliers organisées en 2013 illustrent l'importance de ces choix. Les ateliers de concertation organisés en juillet 2013 devaient permettre de réagir aux premiers résultats du bilan carbone et du diagnostic sur la vulnérabilité. Pour cela, les participants étaient répartis en quatre groupes thématiques soumis à la méthode du world café, permettant à chacun de passer dans les différents groupes, et ainsi de compléter les réflexions qui s'y étaient déjà échangées, gage de diversité et de richesse. Quelques mois plus tard, en novembre 2013, les ateliers d'approfondissement ont fait chacun l'objet d'une animation différente.

L'atelier consacré au développement économique durable entre acteurs français et sénégalais a pris la forme d'une réunion à l'animation volontairement souple, qui a permis de débattre des besoins existants et des échanges possibles à l'avenir, de susciter l'envie et la mobilisation, et de discuter sur les objectifs. L'atelier sur l'efficacité énergétique des bâtiments, co-organisé avec l'ADEME et la Francophonie, reposait pour sa part sur l'idée de proposer aux décideurs et experts des éléments de réflexion pour trouver des solutions (techniques, juridiques ou autres). Pendant deux jours, de nombreux intervenants ont pris la parole sur différents sujets, à quoi succédaient des temps d'échanges destinés à faire émerger des idées, des solutions possibles. Enfin, l'atelier

sur la sécurité alimentaire allait proposer sa propre méthode pour identifier différents scénarios d'évolution, et ainsi faciliter la définition de l'enjeu et de l'orientation stratégique à suivre dans le cadre du PCTI. La session du mois de décembre, hautement stratégique, portait sur la co-construction des principales orientations du futur PCTI. Les ateliers ont utilisé la méthode dite de la « pyramide », basée sur des questions progressives : Que se passe-t-il ? Que va-t-il se passer si rien ne bouge ? / Pourquoi ces constats ? Quels sont les liens ? Où agir en priorité ? / Que pouvons-nous faire pour améliorer les choses par rapport aux priorités identifiées ? / Quelles orientations possibles pour y répondre ?

LE TEMPS DE L'ACTION

Aujourd'hui, les acteurs dakarois ont en main toutes les cartes pour mettre en œuvre leur plan climat territorial et jeter les bases d'un avenir qui prenne mieux en considération la réalité dakaroise dans ses différentes dimensions : environnementale bien sûr, mais aussi économique, sociale, agricole ou encore urbaine.

Les moyens de réfléchir et trancher

Si quelques incertitudes demeurent, liées en particulier à la nouvelle organisation administrative du territoire, de nombreuses certitudes se sont fait jour grâce aux différents travaux qui ont été menés et aux nombreux échanges qu'a permis cette collaboration au long cours.

Durant les deux premières années du projet, chaque étude, chaque rencontre, chaque étape en somme, concourait à un objectif : la connaissance fine du territoire afin de « définir une stratégie basée sur une vision prospective de long terme intégrant les enjeux liés aux variations climatiques, et à établir un plan d'actions visant le développement durable de son territoire », indique Denis Dangaix.

Durant la troisième année du projet, en 2014, les acteurs des deux pays se sont attelés à la consolidation de l'ensemble des données collectées pour coconstruire le PCTI. Une coconstruction qui vise

à « refléter et mettre en évidence la diversité et la dynamique des acteurs (collectivités locales, société civile, associations, entreprises, instituts de recherches, directions de l'État, populations, etc.) » et qui « permet d'établir un diagnostic partagé du territoire (vulnérabilités, émissions de gaz à effet de serre, bilan énergétique), partant des données disponibles en les complétant ».

Un plan climat conjugué au présent...

Les orientations et le plan d'actions issus de ces réflexions croisées doivent favoriser une mise en œuvre avec tous les acteurs du territoire, en conciliant le temps long et le temps court. Après trois années passées à arpenter le territoire d'est en ouest et du nord au sud, à recueillir la parole des Dakarois et à projeter une autre vision du territoire, il était impensable de limiter le projet à une approche de long terme : il fallait aussi souligner la pertinence de prévoir des actions de court et de moyen termes. Sur ce plan, l'enjeu était double. Premièrement, élaborer une réponse urgente – mais réfléchie – à une situation climatique jugée préoccupante dans une « zone de risque extrême lié au changement climatique, avec des effets multiples : baisse des précipitations, montée du niveau de la mer, dégradation des ressources halieutiques, salinisation des eaux ».

Deuxièmement, stimuler la prise de conscience par les citoyens du défi climatique, et partager cette « culture climat » de la manière la plus concrète possible, à travers des pistes d'actions qui favorisent une mobilisation collective autour de projets par et pour le territoire.

Dès la phase d'élaboration, quelques actions pilotes avaient été identifiées comme concourant d'ores et déjà aux enjeux couverts par le plan climat : la création, déjà prévue en amont du projet, d'une pépinière d'entreprises ; le recours à une plante locale, le typha, à des fins d'isolant thermique ; des ateliers d'échanges autour des matériaux de construction, etc.

... et au futur

Quel que soit leur calendrier, toutes ces actions vont désormais se référer à un cadre commun qui comporte six grands axes thématiques :

- **L'urbanisme**, en vue de repenser et réorganiser la structure de la région de Dakar.
- **L'agriculture**, par la sanctuarisation et le développement d'une ceinture agricole péri-urbaine.
- **Les infrastructures**, avec en ligne de mire le désenclavement et la sécurisation du port de Dakar.
- **Les déchets**, dont le traitement doit passer par l'organisation à grande échelle du tri.
- **La biodiversité**, par le biais d'une trame verte quadrillant la zone urbaine jusqu'au littoral.

• **Une gouvernance** misant sur la promotion des actions vertueuses par l'exemple, via les acteurs institutionnels en particulier.

Ces grands chantiers se nourriront d'une multitude d'actions qui devront converger. « La mise en œuvre du PCTI ne peut se résumer à une superposition de projets vertueux mais séparés, indépendants ou isolés, prévient Denis Dangaix. Elle doit au contraire procéder d'une approche systémique qui prenne en compte les complémentarités, interdépendances et interactions ». C'est un défi immense, mais aussi une formidable opportunité. « Le territoire dakarois est une région jeune et dynamique, en expansion démographique, qui a toutes les potentialités pour relever ce défi. Le PCTI peut jouer un rôle fédérateur, en lien avec les acteurs institutionnels et les autres acteurs du territoire », veut-il croire.

Une vraie dynamique a été lancée, mettant Dakar en situation de prendre le plan climat à bras le corps. « Six orientations stratégiques ont été réfléchies, débattues et produites par des centaines d'acteurs, (...) et 47 fiches d'action ont été enregistrées, se réjouit Denis Dangaix. Certes, tous les thèmes ne sont pas présents. Certes, un travail action par action est nécessaire. Mais la dynamique est là. » Et le climat a déjà commencé à changer...



UN CONTEXTE ADMINISTRATIF NOUVEAU

Les Régions sénégalaises jouissent depuis 1996 du statut de collectivité locale, avec un organe délibérant (le Conseil régional), un organe exécutif (la présidence du Conseil régional) et une instance consultative (le Comité économique et social de la région, composé de représentants de groupements socio-économiques et professionnels, d'élus locaux et de personnalités choisies pour leurs compétences). Les Conseils régionaux ont compétence à agir dans 9 domaines : la gestion et l'utilisation du

domaine public et privé de la collectivité ; l'environnement et la gestion des ressources naturelles ; la santé, la population et l'action sociale ; la jeunesse, les sports et les loisirs ; l'éducation, l'alphabétisation, la promotion des langues nationales et la formation professionnelle ; la culture ; la planification ; l'aménagement du territoire ; l'urbanisme et l'habitat. Un certain nombre de ces domaines sont concernés, à des degrés divers, par le PCTI. En décembre 2013 le président de la

république sénégalaise réformait le code territorial pour installer l'acte 3 de la décentralisation en supprimant l'échelon régional. Censée entrer en vigueur dès le lendemain des élections locales (début juillet 2014), cette loi n'a pas encore fait l'objet d'un décret d'application, mais elle a d'ores et déjà conduit les acteurs du PCTI à envisager son avenir sous un jour nouveau, tout en réaffirmant la dynamique d'ensemble créée par le projet. Soucieuse de mener jusqu'à leur terme les actions de

coopération déjà engagées, parmi lesquelles le PCTI, la Région Île-de-France a confié ces différents dossiers à la Communauté des Agglomérations de Dakar (CADAK), laquelle s'est réunie avec le département de Rufisque au sein d'un regroupement appelé l'Entente, qui outre ses compétences anciennes (déchets, routes urbaines...) va gérer la thématique de la coopération décentralisée. Pilotée par le très actif maire de Dakar, cette instance doit désormais veiller aux destinées du plan climat.

JE SUIS UN TERRITOIRE...

« Je suis un territoire en résilience. Trois étonnantes années auront suffi à me faire voir demain autrement. Tout est finalement allé très vite, et surtout sans temps mort. Mise sous observation, diagnostics, deuxième avis, premiers traitements, et surtout mobilisation de mes forces vives... Le programme a été dense, non sans aléas, mais avec des résultats incontestables.

J'ai vu penché sur moi un essaim d'acteurs soucieux de connaître mon état réel (dégradé, il faut bien le dire) ainsi que les ressources (illimitées, humainement parlant) dont je dispose pour m'en sortir. Tout cela a pu être identifié grâce à la multiplicité des regards qui m'ont ausculté. Nous avons eu la confirmation de certaines hypothèses, la surprise de faire certaines découvertes, et la satisfaction de vérifier que ce projet était pertinent et suscitait de nombreuses attentes.

Il serait prématuré de dire que tout va bien aujourd'hui et que je suis tiré d'affaire. Ces trois années d'efforts ont mis en évidence des perspectives très favorables, mais elles ont vu certains problèmes s'aggraver. Alors que je souffre moi-même d'un climat toujours plus instable, j'attire des réfugiés fuyant le dérèglement climatique dans leur pays. Plongés dans la précarité sur mon sol, ils se heurtent parfois à l'hostilité de ma population, qui peine à vivre décentement face aux contraintes spatiales, économiques et, de plus en plus, climatiques. En somme, le plus gros reste à faire ! Mais l'état d'esprit a changé – le mien, mais surtout celui de celles et ceux qui me peuplent. Nous avons repris confiance en nous et en l'avenir. Bref, les signaux sont passés au vert et nous savons désormais quelle direction prendre.

Je porte en moi les solutions aux problèmes qui me minent. J'ai commencé à rassembler mes forces. Maintenant, il me faut avancer en fixant ce point sur l'horizon, sans le lâcher des yeux. Il y aura peut-être des pertes d'équilibre, des chutes, mais elles font partie du parcours. Je me relèverai, conscient du poids de la tâche, mais aussi des espoirs et des envies que ce projet a soulevés. Mais surtout, je peux aujourd'hui passer du je au nous... »

3 QUESTIONS À DENIS DANGAIX



Chef de projet, coordinateur du PCTI à l'ARENE Île-de-France

Où en est le PCTI aujourd'hui ?

Le PCTI est réalisé à 85 %. Le processus de concertation a fourni des enseignements, et débouché sur 47 fiches de cas émanant aussi bien d'acteurs publics – des villes, des institutions –, que d'ONG, de groupements de femmes ou de jeunes, de structures universitaires, et même de services dépendant des ministères. Ces fiches répondent aux sept orientations stratégiques validées après huit mois d'une concertation à laquelle ont participé plusieurs centaines de personnes. Elles couvrent les grands thèmes identifiés lors de ces travaux : la sécurité alimentaire, l'efficacité énergétique des bâtiments (dont les lycées), la mixité énergétique, la mobilisation des entreprises, la qualité de l'air, la formation... Il reste à les reprendre pour affirmer l'angle énergie-climat. L'ensemble de ces fiches a été validé par les bailleurs comme un tout cohérent, qui correspond à l'esprit du plan climat de Dakar, et tient compte des spécificités, en termes de richesses et de vulnérabilités, des différents territoires qui composent la région.

Comment s'annonce la suite ?

Il est important de continuer le travail en deux mouvements, ascendant et descendant, en les confrontant par la concertation. Nous sommes dans une dynamique complexe, avec sa propre vitesse et qui, tout en avançant, doit composer avec les décisions prises dans la sphère politique, dont certaines l'impactent directement. Nous sommes dans un exercice qui n'est pas simple, où l'on continue à apprendre en faisant. Le rôle du suivi et de l'évaluation, débuté il y a trois ans maintenant, est d'autant plus fondamental qu'il signe cette progression. Il indique les résultats à chaque étape et souligne les marques d'un Plan climat porté par un territoire. Nous devons analyser la confrontation entre des acteurs fonctionnant avec des schémas, des logiques, des pratiques différents. Un plan climat c'est d'abord un jeu d'acteurs.

De quelle manière l'ARENE envisage-t-elle sa participation désormais ?

Pour la Région Île-de-France, il est important de terminer le travail entamé en 2012 et de réaliser des actions concrètes. Cela engage l'ARENE à maintenir son accompagnement, d'autant que les acteurs du territoire dakarais n'imaginent pas encore que l'Agence ne soit plus de la partie ! C'est leur plan climat, ils doivent s'en emparer, mais nous allons accompagner la sensibilisation à cette culture climat que chacun doit s'approprier, de manière à pouvoir agir et réagir sur ces questions. Nous aimerions que soient mises en œuvre quelques actions sur différents thèmes importants pour le territoire, afin de faire la démonstration auprès des citoyens qu'il est possible d'agir... et de gagner !

ENSEMBLE

« Nous attendons beaucoup du PCTI ! Pour le Sénégal, et plus particulièrement pour le CRD, le PCTI est vu comme une expérience nouvelle. La première fois que ce projet nous a été présenté, les membres du CRD se sont vite rendus compte que beaucoup de questions essentielles du territoire pouvaient être traitées dans le PCTI. Nous le voyons comme un projet intégrateur qui permet de donner un cadre à de nombreux enjeux de la région que nous avons déjà identifiés. De plus, lors de notre rencontre avec l'ARENE, nous avons beaucoup apprécié la qualité de l'équipe et la démarche de coconstruction proposée. Nous attendons beaucoup du PCTI, parce que « tout est à faire ».

Juin 2012 - Pape Ahmed Keita, adjoint au maire de Guediawaye, conseiller régional, président de la commission Environnement-Aménagement du territoire au CRD

« Il nous faut d'abord rassembler nos forces. Ici, dans le cadre régional, mais aussi en France et ailleurs, auprès de nos partenaires pour, ensemble, agir de manière réfléchie, inventive et féconde. Il nous faut également prendre les choses en main pour corriger les prévisions, en opérant des choix de vie et de développement plus vertueux, plus appropriés, à même d'infléchir le cours des

événements. Enfin, notre initiative doit servir d'exemples à d'autres territoires confrontés aux mêmes menaces gage d'une sortie de crise, à la fois écologique, économique et sociale. C'est un immense défi posé à la volonté politique des élus. »

Novembre 2012 - Ousmane Samb, président du Conseil régional de Dakar

« En termes de renforcement de capacité, la Région Île-de-France a beaucoup à apprendre de cette expérimentation. Elle devra adapter sa méthodologie, s'imprégner de pratiques différentes, notamment en matière de concertation où la France est très en retard par rapport au Sénégal, et acquerra ainsi une nouvelle expérience dont certains éléments seront utiles au travail effectué avec les collectivités franciliennes. Cette démarche est aussi l'occasion de repérer les innovations sorties des laboratoires dakarais. Il y en a un certain nombre qui ne manqueront pas d'intéresser les acteurs économiques franciliens. »

Novembre 2012 - Ali Soumaré, conseiller régional d'Île-de-France, membre de la Commission des affaires internationales et européennes

« Notre objectif est que notre partenaire, le Conseil régional de Dakar, puisse acquérir une

autonomie, une indépendance dans son action sur les questions climatiques. Nous avons des experts qui sont venus en Île-de-France pour travailler avec notre organisme associé l'ARENE pour se perfectionner et acquérir un certain nombre de compétences pour, revenir ici, dans la région de Dakar afin de développer et fournir ses compétences aux nouvelles recrues susceptibles de travailler au service de la Région. »

Juillet 2013 - Roberto Romero, vice-président des affaires internationales et européennes de la Région Île-de-France

« Je suis secrétaire de l'ARENE et ce que je vis à travers ce Plan climat fera partie des fiertés de ma vie politique. Je ne pensais pas avoir la chance de pouvoir faire cela un jour dans mon existence. Je vous ai vus sur place, j'ai vu avec quel intérêt vous avez pris pleine possession de ce projet. La Région Île-de-France est vraiment fière de participer à ce projet avec vous. Ces 57 collectivités territoriales, je les ai aussi vues prendre possession de ce débat et c'est un véritable projet de société qui est en train d'être discuté. »

Novembre 2013 - Sylvain De Smet, conseiller régional d'Île-de-France, secrétaire de l'ARENE

 **ARENE**
ENERGIE CLIMAT

 **île de France**

www.pctidakar.org

Rédaction : Raphaël Mège – www.boutdegomme.fr
Coordination éditoriale : Pascale Céron et Denis Dangaix – ARENE Île-de-France

Crédits photos : ARENE Île-de-France
Design graphique : L'Agence Verte

ARENE Île-de-France – 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 Pantin – Tél. : +33 (0) 1 83 65 37 50 – www.arenidf.org